

« Préserver notre environnement au sein de la zone Pacifique, dans le respect de nos cultures »

**Rapport de synthèse PIP4 (2024-2025) :  
Questions intersectorielles et enseignements tirés**

**Introduction**

Cette partie du rapport de synthèse PIP 4 (2024-2025) met en évidence les principales questions intersectorielles (notamment l'innovation, les liens stratégiques, l'intégration de la dimension de genre, la gestion des risques et les enseignements tirés).

**I. Innovation :**

L'innovation et la souplesse dans la prestation de services aux membres restent des questions primordiales pour les réalisations du PROE, dont voici les principaux faits marquants :

- i. L'apprentissage hybride interactif et le partage des connaissances via des plateformes virtuelles en ligne ont assuré une présence régionale, réaffirmant ainsi l'engagement du PROE à répondre aux problèmes environnementaux critiques.
- ii. L'initiative de transformation numérique a permis de passer des cartes de visite papier aux cartes de visite numériques, avec la mise en œuvre d'une solution de cartes de visite numériques SaaS (Software-as-a-Service) utilisant un code QR unique, testée avec succès lors de la conférence de la CCNUCC en décembre 2024 et adoptée par le PROE.
- iii. Lancement de l'initiative IEMS-FMIS-HRIS pour une gestion plus intégrée des processus de gestion et d'exploitation, des procédures, des modèles et des comptes rendus, en vue d'améliorer l'efficacité de la gouvernance et des opérations.
- iv. L'utilisation d'informations sur l'Heure d'observation de la Terre à l'aide des technologies de télédétection permet de combler les lacunes en matière de SIG dans les pays membres.
- v. Les projets pilotes de changement de comportement sur l'amélioration de la gestion des déchets dans les pays ont montré comment l'élaboration, la mise à l'essai et la mise en œuvre de projets d'engagement avec « l'utilisateur final à l'esprit » produisent un changement de comportement plus important que les outils de communication habituels sur les réseaux sociaux et les affiches. Les changements de comportement démontrés dans les projets pilotes (3) menés dans les différents pays (3) comprennent :
  - Tanem Tuvaruhu aux Îles Salomon, qui a réussi à accroître les efforts de recyclage, la sensibilisation aux déchets et l'implication des entreprises locales.
  - L'Ensisi Valley « Trash to treasure » en Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui a amélioré la gestion des déchets électroniques en encourageant le changement de comportement par le biais de campagnes de sensibilisation, d'initiatives de recyclage et de pratiques d'élimination sûres.

- vi. Le Centre océanien sur le changement climatique (PCCC, Pacific Climate Change Centre) du PROE a organisé en permanence des événements de haut niveau et a proposé des approches novatrices :
- L'organisation de l'exposition Pacific Climate Change Innovation 2024, avec plus de 120 participants et 156 solutions innovantes présentées.  
<https://shorturl.at/oQuTM>
  - Les délégués nationaux de la jeunesse des Îles Samoa ont été sélectionnés pour le Forum de la jeunesse du Commonwealth (CYF) à Vailima avant le CHOGM. Les délégués de la jeunesse ont acquis des connaissances sur les récits et l'état de l'environnement et du changement climatique dans la zone Pacifique. Facilités par le PCCC en collaboration avec le Groupe de travail international du Forum de la jeunesse du Commonwealth et le Conseil national de la jeunesse des Samoa (SNYC, Samoa National Youth Council), les délégués ont été rejoints par des étudiants de l'école Vaiala Beach pour une séance d'une demi-journée de dialogues et de tables rondes sur les impacts du changement climatique dans la région et sur le rôle des jeunes dans les efforts d'adaptation menés par les communautés.  
[www.facebook.com/SPREP.PROE/posts/pfbid0yywGbXsr851edCCCxzmNoCyedMuPXKRp9ySDHcen9sSfF71SmbtP3BHh3Fg5Pt9hl](https://www.facebook.com/SPREP.PROE/posts/pfbid0yywGbXsr851edCCCxzmNoCyedMuPXKRp9ySDHcen9sSfF71SmbtP3BHh3Fg5Pt9hl)
  - Réunion annuelle du Conseil consultatif <https://shorturl.at/FOkf3>
  - Tenue du premier dialogue des partenaires sur la durabilité à long terme, pour la construction d'un Pacifique résilient au climat, soutenu par les gouvernements de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie et du Japon, par l'intermédiaire de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA).
  - Organisation de la Conférence sur le changement climatique de l'océan Pacifique et du Pacifique (POPCCC, Pacific Ocean Pacific Climate Change Conference) pour 300 chercheurs en partenariat avec l'Université nationale des Samoa et l'Université Victoria de Wellington.
  - Mise en place de trois protocoles d'accord avec l'Université de Melbourne, l'Université nationale des Samoa et l'Université nationale des Îles Salomon. Appui financier supplémentaire accordé par le gouvernement de l'Australie, par l'intermédiaire du Ministère du Changement climatique, de l'Énergie, de l'Environnement et de l'Eau, à la recherche et au GIEC.
  - Atelier de deux jours sur les outils de transfert de connaissances explorant la prise de décisions critiques et souvent urgentes qui sont cruciales pour les îles du Pacifique, en première ligne des impacts du changement climatique.  
<https://www.sprep.org/news/samoa-explores-applying-knowledge-b>
  - Deuxième étape du programme de promotion des résultats en matière de climat, de santé et d'équité grâce à l'action locale dans l'Indo-Pacifique, avec quinze décideurs politiques et chercheurs du Pacifique et de l'Asie du Sud-Est. Ce programme a été co-organisé par Melbourne Climate Futures et la Melbourne School of Population and Global Health en partenariat avec le Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC) et financé par l'Australia Awards Initiative du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT).  
<https://www.sprep.org/news/second-stage-of-pacific-leaders-foradvancing-climate-health-and-equity-outcomes-programme-gets-samoa>

- 2e réunion du Réseau de recherche autochtone (IRN, Indigenous Research Network) qui a réuni des professionnels de la région du Pacifique pour chercher des moyens de renforcer la collaboration et les capacités des générations futures dans la lutte contre le changement climatique. Article complet : <https://www.facebook.com/share/p/1TFWRswYn6>
- Évocation des capacités d'adaptation de la zone Pacifique au Forum AP-PLAT dans le cadre de ses efforts continus pour stimuler le partage des informations et des connaissances et de renforcer les partenariats <https://www.sprep.org/news/pacific-climate-change-centre-highlights>
- Les plateformes en ligne du PCCC sont restées une passerelle d'apprentissage pour les membres des îles du Pacifique, en favorisant l'innovation et le développement de nouveaux services et produits climatologiques (organisation d'événements-défis pour rassembler des chercheurs, des décideurs politiques et des professionnels afin de trouver des solutions aux principaux défis liés au climat, et aide à la mise en œuvre de la Feuille de route du Pacifique pour le renforcement des services climatologiques). <https://www.sprep.org/pacific-climate-change-centre>
- Le portail d'Open Learning du PCCC utilise des cours en ligne sur a) l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe par le biais d'approches structurelles ; b) l'adaptation et l'atténuation fondées sur les écosystèmes ; c) le renforcement de la résilience climatique et l'accès à l'eau potable dans les zones rurales du Pacifique ; d) le renforcement de la résilience climatique pour le tourisme dans la zone Pacifique ; e) systèmes de santé et changement climatique : Renforcer un développement résilient et sobre en carbone dans la zone Pacifique ; et f) Comprendre l'accès au financement pour le climat : Planification et gestion de projets. <https://spreptraining.moodlecloud.com/>
- L'exposition virtuelle sur l'innovation du Centre du Pacifique sur le changement climatique a réuni des personnes proposant des solutions climatiques et des personnes confrontées à des défis climatiques, en collaboration avec des partenaires aux niveaux régional et mondial. Cette exposition soutient des solutions innovantes, créatives et nouvelles, transformant les idées en solutions, y compris l'application d'idées nouvelles, utiles pour notre région du Pacifique et adaptées aux besoins de nos populations. L'exposition virtuelle sur l'innovation climatique a présenté des innovations et des solutions réussies aux niveaux régional et mondial, ainsi qu'un cadre de partenariat entre le PCCC et les parties prenantes pour soutenir les initiatives liées à l'innovation en matière de changement climatique, tout en sensibilisant le public.

## II. Liens stratégiques

Le renforcement des liens avec les partenaires sous-régionaux a été au cœur de la présence du PROE dans la région. Depuis 2018, le PROE a continué de fonctionner et d'exécuter son travail et ses services de manière plus intégrée et plus concertée, avec l'appui d'importants mécanismes de coordination interne. Voici quelques exemples des principaux résultats obtenus :

- **CCR**
  - Une coordination solide et soutenue entre le PCCC et l'IOE a été maintenue pour promouvoir l'adaptation fondée sur les écosystèmes et les Solutions fondées sur la Nature ; les initiatives du programme WRP ont été soutenues ; et le CCR a co-organisé l'événement « Adapter les villes et les territoires à l'élévation du niveau de la mer dans la zone Pacifique ».

- Un soutien a été fourni aux Parties de la CDB du Pacifique par le biais de conseils techniques sur les éléments du texte proposé relatifs aux changements climatiques, afin de s'assurer que ce texte est conforme aux décisions adoptées dans le cadre de l'UNFCCC et de l'Accord de Paris, ainsi qu'aux priorités des PEID du Pacifique en matière de changements climatiques.
  - Appui au PRISMSS dans l'élaboration de son analyse de rentabilité et dans la formulation de la justification du changement climatique pour accéder au financement climatique en vue de la mise en œuvre de programmes d'éradication et de gestion des espèces envahissantes dans les PEID de la zone Pacifique.
  - Poursuite de la collaboration avec l'unité chargée de la coordination des projets, pour la co-conception des propositions de projets au GCF et au Fonds pour l'adaptation, ainsi que pour le soutien à la mise en œuvre des projets approuvés.
  - Poursuite de la collaboration avec l'unité chargée de la communication et de la sensibilisation, pour accroître la visibilité des PEIDP lors des négociations de l'UNFCCC et mettre en évidence les réalisations dans le cadre de diverses initiatives du CCR, y compris celles dirigées par le PCCC.
  - Recrutement de personnel d'autres programmes et unités du PROE pour fournir un soutien administratif, informatique et logistique ainsi qu'un soutien aux négociations lors des COP de l'UNFCCC. Il s'agit notamment des équipes informatique, WPMC, IOE, PCU, Finances et EMG. L'engagement du personnel a permis d'acquérir des connaissances précieuses sur les efforts de coopération internationale, et de renforcer les relations avec les points focaux nationaux pour le changement climatique, les bailleurs de fonds, les partenaires et les autres parties prenantes.
- **IOE**
    - Le sous-programme de l'IOE sur les espèces menacées et migratrices (TAMS, Threatened and Migratory Species) a poursuivi son engagement dans les réunions de la Commission des pêches du Pacifique occidental et central sur la question des prises accessoires d'espèces menacées et migratrices.
    - Le sous-programme TAMS a soutenu le programme de gestion des déchets et de lutte contre la pollution, et le processus des membres du Comité de négociation intergouvernemental (INC, Intergovernmental Negotiating Committee) visant à élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur la pollution plastique, y compris dans le milieu marin.
- **WMPC**
    - La confiance accrue dans la programmation du PROE a été démontrée par les ressources supplémentaires obtenues auprès des partenaires de développement, notamment GIZ en Allemagne, JICA au Japon, par le biais du projet J-PRISM III, le Programme d'actions stratégiques contre les déchets – Phase 2 (SWAP), le Programme mondial sur les déchets marins du PNUE, le projet des îles du FEM et la Banque mondiale.
    - Le projet POLP a continué d'appuyer l'engagement et la coordination du PROE avec les partenaires de développement afin d'améliorer la capacité et la coordination des initiatives de gestion des déchets plastiques à usage unique. Ceux-ci sont liés aux résultats du projet POLP afin de promouvoir la durabilité du travail du POLP au-delà de la durée du projet. Le soutien et l'engagement comprenaient les éléments suivants :
      - Collaboration avec le programme Clean Seas de GIZ à l'appui d'une proposition de projet de 6 millions d'Euros pour les Fidji, les Samoa, les Tonga et les Îles Marshall visant à prévenir les déchets marins et la pollution plastique par le biais de cadres réglementaires ou financiers, à renforcer la

collaboration du secteur privé pour la prévention des déchets, à améliorer les pratiques de gestion des déchets et à accroître la sensibilisation à la consommation durable.

- Collaboration avec la Banque mondiale pour préparer un projet de 3 millions d'USD dans le paysage océanique régional du Pacifique afin de réduire les principales menaces environnementales régionales grâce à une meilleure gestion des déchets et à la prévention de la pollution plastique.
- La Papouasie-Nouvelle-Guinée et Tuvalu ont signé une lettre d'accord avec Common Seas pour commencer l'élaboration de plans d'action nationaux sur les plastiques.
- La Papouasie-Nouvelle-Guinée et Tuvalu ont signé une lettre d'accord avec Common Seas pour commencer l'élaboration de plans d'action nationaux sur les plastiques.
- Développement d'une nouvelle plateforme d'apprentissage en ligne hébergée sur le site Web du PROE, contenant des cours développés par PacWaste Plus, ce qui assure l'accessibilité et la durabilité à long terme de ces ressources.
- Renforcement d'une économie circulaire sûre dans la conservation, la protection et l'utilisation des ressources naturelles afin de renforcer la résilience, grâce à la mise en œuvre de la hiérarchie zéro déchet qui place Refuse, Rethink, and Redesign (Refuser, Repenser et Reconcevoir) au sommet de la pyramide, suivie de Reduce, Reuse, Recycle & Return (Réduire, Réutiliser, Recycler & Retourner).
- Renforcement de la résilience des communautés face aux impacts du changement climatique, grâce à une meilleure gestion des déchets issus des catastrophes et à l'accès aux décharges à Tonga et au Vanuatu, ainsi qu'à l'élimination des matériaux contenant de l'amiante qui deviennent dangereux pour les intervenants et les bénévoles en cas de catastrophe.
- Négociation d'un traité mondial sur le plastique qui s'attaque à la triple crise planétaire de la perte de biodiversité, du changement climatique et de la pollution.
- **EMG**
  - Début de la mise en œuvre du Cadre de gouvernance des océans, soutien au renforcement du rôle du PROE dans la gouvernance des océans, amélioration de la coordination interne, soutien à la mise en œuvre des Conventions de Nouméa et de Waigani et renforcement de la collaboration avec les membres et les partenaires.
  - Le Groupe de surveillance et de reporting environnemental (EMRCG, Environmental Monitoring and Reporting Group) a continué de promouvoir et d'appuyer une approche coordonnée en matière de gestion des données et de reporting à l'échelle du PROE.
  - Le Secrétariat de la Convention de Nouméa a continué de superviser la mise en œuvre des dispositions de la Convention et d'orienter les Parties dans leurs efforts de protection et de préservation de l'environnement marin dans la région des îles du Pacifique.
  - Renforcement du système de gestion environnementale et sociale (SGES) du PROE pour s'assurer que la Sauvegarde sociale et environnementale (SSE) est intégrée à la sélection, à la mise en œuvre et à la surveillance des projets.
  - Établissement de partenariats et de collaborations avec des organisations régionales et internationales clés afin d'obtenir des résultats pour les membres du PROE :
    - Université Monash : L'accord visait à garantir la collaboration dans le développement et le renforcement des systèmes, des institutions, des organisations et des individus concernés par la protection de l'environnement de la zone Pacifique, et à encourager les efforts de collaboration en matière de sensibilisation, d'activités de renforcement des capacités et de mise en

œuvre des priorités mondiales, régionales et internationales dans le domaine de l'environnement.

- Association néo-zélandaise pour l'évaluation d'impact (NZAIA, New Zealand Association for Impact Assessment) : Le partenariat avec l'association néo-zélandaise NZAIA continue d'appuyer le renforcement des capacités en matière d'évaluation d'impact dans la région des îles du Pacifique, grâce à l'amélioration des capacités d'EIE en termes de conseils d'experts pour l'examen des documents techniques.
- Institut de l'environnement d'Australie et de Nouvelle-Zélande (EIANZ, Environment Institute of Australia and New Zealand) : Le partenariat avec l'Institut EIANZ se concentre sur la protection de l'environnement par l'utilisation de processus, d'outils et de connaissances d'évaluation d'impact, pour de meilleurs résultats durables, ainsi que sur le développement et le renforcement des systèmes, des institutions, des organisations et des individus concernés par la protection de l'environnement dans la région du Pacifique. Le PROE a beaucoup profité de ce partenariat grâce à l'échange de connaissances techniques (l'accès aux informations techniques et aux ressources sur l'évaluation environnementale et stratégique et soutien au renforcement des capacités, notamment). Par exemple, le PROE a reçu l'aide de l'EIANZ pour examiner le projet de directives régionales d'audit environnemental pour les opérations touristiques dans la zone Pacifique.
- Le réseau australien d'application et de réglementation des lois environnementales est en attente d'approbation.

- **IT/KMS/COMS**

- A continué de servir de plaque tournante pour la diffusion de l'information officielle aux pays membres, aux partenaires et aux intervenants, en veillant à ce que la bonne information parvienne aux bonnes personnes au bon moment pour favoriser la prise de décisions éclairées et la collaboration régionale.
- Prestation de services techniques sur la protection et la sécurité de la technologie pour faciliter les réunions de haut niveau :
  - CCR : CPP, réunions de la COP de l'UNFCCC, partenaires tels que l'OMM, le projet COSPPAC, ClimSA, WRP
  - WMPC : Réunions INC et de la COP de Waigani, JPRISM avec développement du PIDOC
  - IOE – Partenaires et webinaires, équipe Espèces envahissantes et TREDs
  - EMG- Partenaires et webinaires
- Intervention rapide pour atténuer les problèmes techniques afin d'assurer la continuité des réunions de haut niveau ; prise en charge de la gestion des correctifs pour une sécurité renforcée des systèmes ; et dispense d'une formation interne sur les outils informatiques et la cybersécurité, et consultations sur l'élaboration de politiques informatiques
- Lancement de la mise en œuvre du système de gestion d'entreprise intégré (IEMS, Integrated Enterprise Management System) pour une mise en œuvre plus efficace des processus de gouvernance et d'exploitation dans l'ensemble de l'organisation.
- Élargissement de la visibilité sur les plateformes de réseaux sociaux du PROE, en particulier sur Facebook et LinkedIn, en veillant à ce que l'information soit accessible aux utilisateurs partout et à tout moment.
- Poursuite de l'avancement de l'élaboration de politiques sur les données pour s'assurer que les portails d'information sont interconnectés et ne fonctionnent pas de manière isolée.

- **Département des finances**

- Les résultats financiers de l'objectif organisationnel 3 sont intégralement liés à tous les domaines clés du Plan stratégique, car ils représentent la base de financement consolidée du PROE. Ces résultats sont déterminés par l'efficacité des activités gérées dans l'ensemble de l'organisation, soutenant directement la réalisation des objectifs régionaux décrits dans le plan stratégique.
- En 2024, le PROE a rencontré quelques difficultés budgétaires en raison de retards dans la mise en œuvre du programme, la mise en œuvre cohérente n'ayant repris qu'au cours du dernier trimestre. En réponse, le PROE a soigneusement géré son budget de base afin de maintenir la viabilité financière tout en continuant à soutenir les résultats environnementaux dans l'ensemble de la région insulaire du Pacifique. À la fin de l'année, les résultats s'étaient nettement améliorés, la mise en œuvre des programmes s'accéléralant, en particulier dans le cadre de deux programmes clés : Résilience face au changement climatique (CCR, Climate Change Resilience) et écosystèmes insulaires et océaniques (IOE, Island and Ocean Ecosystems).
- Le Ministère des Finances a continué de fournir régulièrement des conseils et des comptes rendus aux dirigeants et à l'équipe de Direction supérieure. Cela permet de s'assurer que les mesures appropriées sont prises pour régler les problèmes d'exécution et de mise en œuvre.

- **Ressources humaines et administration**

- La stratégie du PROE en matière de ressources humaines, qui est alignée sur l'objectif organisationnel 5 du Plan stratégique, souligne le fait que le PROE considère son personnel comme sa ressource la plus précieuse. Le Comité de direction assure la supervision et l'orientation, tandis que le service des Ressources humaines et des affaires administratives (HR-A) dirige la mise en œuvre des résultats de la Stratégie en matière de ressources humaines, en étroite collaboration avec le personnel (y compris avec le Comité consultatif en charge du personnel).
- Le service HR-A a continué de soutenir et de traiter les questions de Ressources humaines, et notamment la restructuration, le recrutement, l'intégration, les performances, la paie, la gestion des congés et les initiatives clés en matière de Ressources humaines.

- **Au niveau régional et mondial**

Le PROE est demeuré activement engagé dans les principaux processus régionaux et mondiaux, en étroite collaboration avec ses partenaires stratégiques. Les faits marquants suivants décrivent les résultats obtenus au cours de cette période :

Le PROE a continué de collaborer activement avec :

- Les partenaires du CROP afin de participer à l'élaboration de la Stratégie 2050 relative pour le Continent bleu du Pacifique et du Cadre de suivi, d'évaluation et d'apprentissage en vue de sa mise en œuvre. Sous la direction du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, le PROE a fourni des conseils et des contributions techniques, en particulier sur les domaines stratégiques correspondant à son mandat principal et à ses priorités stratégiques. La Stratégie de mise en œuvre 2050 a été approuvée par le Conseil exécutif du PROE en 2022, soutenant ainsi sa mise en œuvre ultérieure.
- Les groupes de travail nationaux et régionaux du PRP dirigent l'opérationnalisation du FRDP 2017-2030
- Le processus de négociation de la BBNJ soutient les PEID du Pacifique et travaille en étroite collaboration avec le Bureau du Commissaire de l'océan Pacifique

(OPOC, Office of the Pacific Ocean Commissioner). L'engagement du PROE est important en tant que principale organisation régionale dans le domaine de l'environnement et compte tenu de son rôle clé en tant que Secrétariat de la Convention de Nouméa.

Pour s'assurer que les voix du Pacifique soient mieux entendues dans les processus de négociation mondiaux et les forums associés, le PROE et ses membres ont participé aux événements mondiaux suivants :

- 29e session de la Conférence des Parties (COP29) à l'UNFCCC à Bakou, en Azerbaïdjan
- 4<sup>ième</sup> Table ronde pour un Pacifique plus propre (CPRT, Cleaner Pacific Round Table) à Funafuti, Tuvalu
- INC-4 à Ottawa, Canada
- L'UNEA-6 s'est déroulée à Nairobi, au Kenya
- UNOC 2024 à Barcelone, en Espagne
- Convention BRS à Genève, en Suisse
- Participation à la 17<sup>ième</sup> Convention de Nouméa qui s'est réunie à Nadi, Fidji
- Seizième réunion de la Conférence des Parties (COP 16) à la Convention sur la diversité biologique à Cali, en Colombie

### III. Intégration d'une perspective de genre

L'égalité entre les sexes est essentielle à l'atteinte des objectifs stratégiques du PROE et est au cœur de la mise en œuvre de son Plan stratégique (2017-2026). Elle est également essentielle pour le mandat global du PROE qui consiste à soutenir les priorités environnementales des pays membres, y compris les Objectifs de développement durable (ODD).

L'intégration de l'égalité femmes-hommes et de l'inclusion sociale au travail du PROE avec les membres, ainsi que l'engagement régional et la participation aux forums mondiaux pour faire face à la triple crise planétaire du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la pollution restent une priorité clé. Cela comprend :

- Un large éventail de connaissances, d'outils et de supports de formation sur l'égalité femmes-hommes, le handicap et l'inclusion sociale (principes GEDSI) a été élaboré et mis en œuvre dans le cadre de l'Initiative Kiwa. Cela comprend le soutien à une communauté de pratique GEDSI et SfN.
- Programme de travail sur le genre pour le programme de travail renforcé de Lima sur l'égalité femmes-hommes et son plan d'action (ELWPG-GAP). « One Pacific Voice » plaide constamment en faveur de l'intégration des principes GEDSI dans les domaines prioritaires de l'atténuation, de l'adaptation et du financement, ainsi que de son inclusion 0 tous les domaines thématiques du bilan mondial des contributions déterminées au niveau national (NDC, Nationally Determined Contributions).
- Les réunions du Conseil Météorologique du Pacifique (CMP) continuent de mettre en avant les principes GEDSI lors des réunions biennales ainsi que les travaux des groupes de travail techniques, afin que les systèmes d'alerte précoce multirisques soient centrés sur les personnes, de bout en bout, pour permettre une action précoce. Dans le programme d'investissement Weather Ready Pacific (WRP), les principes GEDSI sont au cœur de la conception et du déploiement du WRP par les Services météorologiques et hydrologiques nationaux (NMHS, National Meteorological and Hydrological Services), et la stratégie GEDSI du programme WRP sera lancée en 2025 ; ce programme aide les pays à développer et à mettre en œuvre leurs systèmes d'alerte précoce basés sur l'impact et axés sur les



personnes, grâce à des outils tels que la liste de contrôle et le guide de mise en œuvre pour une action d'alerte précoce inclusive.

- La sixième réunion du réseau océanien d'information sur les espèces envahissantes (PILN) a réaffirmé l'importance d'appliquer les principes de l'égalité femmes-hommes, du handicap et de l'inclusion sociale (GEDSI) et des savoirs traditionnels (TK, Traditional Knowledge), afin de permettre aux programmes et activités de gestion des espèces envahissantes de devenir plus inclusifs, équitables et efficaces, ce qui aboutira à de meilleurs résultats en matière de conservation dans la région. PRISMSS veille à ce que les femmes participent activement à la planification, aux prises de décisions et aux efforts de réponse pour la gestion des espèces envahissantes dans 15 pays insulaires océaniques.
- L'engagement actif du PROE auprès du CROP se poursuit, y compris pour la promotion de l'égalité femmes-hommes lors de la CDB et des COP de l'UNFCCC. Lors de la COP29, Mona AINU'u, Ministre des Ressources naturelles de Nioué, a plaidé en faveur de déclarations et de messages clés pour le Pacifique axés sur la protection des considérations particulières pour les PEID (en particulier les États et les peuples du Pacifique), soulignant que les femmes et les personnes dans toute leur diversité sont touchées de manière disproportionnée par les vulnérabilités uniques de leur environnement et par le changement climatique. La « Voix unique du Pacifique » a souligné l'importance du financement et des moyens de mise en œuvre

Au niveau institutionnel, l'égalité femmes-hommes et l'inclusion sociale ont été intégrées aux programmes, processus et systèmes du PROE. Par exemple :

- En 2024, le PROE a accueilli son premier Conseiller pour les questions d'égalité femmes-hommes, une étape importante rendue possible grâce à la collaboration avec la Communauté du Pacifique (CPS) et soutenue par le Programme pilote des femmes du Pacifique dirigé par la CPS.
- La politique du PROE en matière d'égalité femmes-hommes a été considérablement révisée grâce à l'adoption des meilleures pratiques et des normes internationales. Ce projet a été coordonné par le groupe Genre, Égalité, Inclusion et Intégration du PROE avec la contribution des projets et programmes du PROE. Le résultat escompté de cette révision a conduit à la mise à jour des principes directeurs sur l'égalité femmes-hommes, l'inclusion sociale, le handicap et l'intégration, à la définition d'indicateurs pertinents liés au genre pour le reporting, la justice en matière de genre dans le changement climatique, et à l'autonomisation des communautés marginalisées par le biais de la mise en œuvre de projets au niveau national.
- La participation des femmes à diverses activités dans l'ensemble des programmes et des services atteint une moyenne de 45 % à 60 %. Un aperçu de l'intégration de la dimension de genre au niveau des programmes et des services figure ci-dessous :

Programmes/ Services	Actions en faveur de l'intégration de l'égalité femmes-hommes
CCR	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Dans le cadre de ses divers engagements en matière de renforcement de ses capacités de résilience face au changement climatique dans le Pacifique, le PCCC a formé plus de 600 participants issus de gouvernements, de la société civile, d'ONG et du secteur privé, dont plus de la moitié étaient des femmes.</li> <li>○ Les femmes (40 %) ont représenté 300 dirigeants, négociateurs et responsables du Pacifique à Bakou, en Azerbaïdjan pour la COP29, afin de lutter pour la survie des communautés du Pacifique qui ont été placées en première ligne des impacts du changement climatique.</li> </ul>

Programmes/ Services	Actions en faveur de l'intégration de l'égalité femmes-hommes
	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Les femmes en première ligne de l'action climatique lors de la COP29 ont fait pression pour un financement climatique sensible au genre et accessible aux organisations locales dirigées par des femmes, y compris celles des communautés du Pacifique.</li> <li>○ La Solution fondée sur la Nature (SfN) pour l'adaptation au changement climatique dans le Pacifique a permis aux groupes de femmes du Pacifique d'accéder efficacement aux fonds SfN par le biais d'activités de renforcement des capacités.</li> <li>○ Le PROE, par le biais de l'initiative Kiwa, a intégré les droits de l'homme et l'égalité femmes-hommes, le handicap et l'inclusion sociale (GEDSI) dans le renforcement de la résilience face au changement climatique des communautés du Pacifique, grâce à des Solutions fondées sur la Nature. Cela comprend également l'élaboration d'outils et de guides, ainsi que la formation et le renforcement des capacités pour soutenir la mise en œuvre des principes GEDSI.</li> <li>○ L'égalité femmes-hommes, le handicap et l'inclusion sociale (GEDSI) ont continué d'être abordés au niveau des projets mis en œuvre par le CCR. Des spécialistes des questions GEDSI ont été engagés dans le cadre de projets pour entreprendre des analyses GEDSI et élaborer des plans visant à guider les principaux résultats et activités des projets.</li> </ul>
IOE	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Mise en œuvre de projets et de programmes par le biais d'activités spécifiques et par l'engagement direct de spécialistes de l'égalité femmes-hommes En 2024, l'équipe de lutte contre les espèces envahissantes a renforcé les capacités de 1 597 personnes (60 % d'hommes, 40 % de femmes), dont 3 % se sont identifiées comme des jeunes.</li> <li>● Les réunions régionales, y compris du réseau d'apprentissage sur les espèces envahissantes du Pacifique, le voyage d'étude sur les espèces envahissantes et les réunions PRISMSS, ont mis en évidence à la fois les questions GEDSI et les connaissances traditionnelles.</li> <li>● Le développement des capacités et l'intégration des GEDSI et des connaissances traditionnelles continuent d'être stimulés par le projet PRISMSS « Restaurer la résilience de l'île », avec le soutien et l'encouragement de NZMFAT.</li> <li>● Les questions GEDSI et les connaissances traditionnelles ont été mises en évidence lors de réunions régionales, en particulier avec le réseau d'apprentissage sur les espèces envahissantes du Pacifique, lors d'un voyage d'étude sur les espèces envahissantes et lors de réunions PRISMSS</li> </ul>
WMPC	<ul style="list-style-type: none"> <li>● PWP, SWAP, POLP et FEM ont continué d'intégrer des plans d'égalité femmes-hommes dans les activités de projet visant les communautés marginalisées du Pacifique.</li> <li>● La 4<sup>ième</sup> CPRT a mis l'accent sur l'engagement des femmes (par la consultation, la participation et la collaboration) ; 14 des 22 modérateurs et présentateurs du dialogue (soit 64 %) étaient des femmes.</li> <li>● L'engagement des femmes dans les projets initiés par les PWP dans l'ensemble des ÉTIP, dans le contexte de l'égalité femmes-hommes, se traduit par : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Un renforcement de la législation en intégrant les lois existantes, en assurant une couverture nationale et des prestations égales, ce qui a soutenu l'égalité femmes-hommes grâce à la promotion de l'équité et de l'inclusion dans l'application des lois et à l'accès aux services de gestion des déchets.</li> <li>○ Des prises de décisions inclusives, qui ont permis de s'assurer que les perspectives de genre et les voix des communautés ont été intégrées aux décisions du projet dès le départ, en s'engageant avec</li> </ul> </li> </ul>

Programmes/ Services	Actions en faveur de l'intégration de l'égalité femmes-hommes
	<p>plusieurs Ministères et communautés de l'île de Banaba par l'intermédiaire des gouvernements insulaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Une communication centrée sur la communauté soutenant l'égalité femmes-hommes, en veillant à ce que les messages soient accessibles à tous les membres de la communauté, en particulier aux femmes et aux groupes marginalisés des zones rurales et reculées.</li> <li>○ L'autonomisation des jeunes a contribué à un avenir plus propre dans le cadre de l'initiative Greening of the Commonwealth Heads of Government Meeting (CHOGM), où les jeunes ont participé activement à des audits des déchets et à la surveillance des déchets collectés sur les sites du projet CHOGM.</li> <li>○ Cela a permis de mieux comprendre la source, les types et les quantités de déchets générés pendant le projet CHOGM, afin de favoriser à l'avenir la planification de stratégies efficaces en matière de gestion des déchets  <a href="https://www.facebook.com/share/v/6V9AU7uLzRMqPYS/">https://www.facebook.com/share/v/6V9AU7uLzRMqPYS/</a></li> </ul> <p>Liens avec la participation des femmes et des jeunes  Ce qui peut faire pencher la balance : Efforts du PROE dans la lutte mondiale contre les déchets marins  <a href="https://www.sprep.org/news/turn-the-tide-sprep-efforts-in-the-global-fight-against-marine-litter">https://www.sprep.org/news/turn-the-tide-sprep-efforts-in-the-global-fight-against-marine-litter</a></p> <p>La jeunesse de Tuvalu défend les solutions face au problème de la pollution plastique  <a href="https://www.sprep.org/news/tuvalu-youth-champion-solutions-to-plastic-pollution-in-national-">https://www.sprep.org/news/tuvalu-youth-champion-solutions-to-plastic-pollution-in-national-</a></p> <p>Le rôle des communautés autochtones a été reconnu lors du tout premier sommet mondial « Nature positive »  <a href="https://www.sprep.org/news/role-of-indigenous-communities-recognised-at-worlds-first-ever-nature-positive-summit">https://www.sprep.org/news/role-of-indigenous-communities-recognised-at-worlds-first-ever-nature-positive-summit</a></p>
EMG	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégration active de la dimension de genre dans l'exécution de ses programmes et ses initiatives, avec 45 % de femmes habilitées à diriger les domaines clés du programme, y compris la coordination des accords multilatéraux sur l'environnement ainsi que le soutien régional et national en matière de SIG et de gestion des données.</li> <li>• Des efforts ont été consciencieusement entrepris pour garantir une participation équitable et la prise en compte des perspectives de genre dans le renforcement des capacités, le soutien aux politiques et l'élaboration d'outils. Dans la mesure du possible, des données ventilées par sexe sont recueillies pour les activités de renforcement des capacités, comme suit : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Le portail du Réseau du Pacifique pour l'évaluation environnementale (PNEA, Pacific Network for Environmental Assessment), géré par EG, a démontré une parité positive entre les femmes et les hommes : environ 45 % de ses membres actifs (435 personnes) sont des professionnelles qui participent régulièrement à des formations et au partage des connaissances.</li> <li>○ Atelier de formation sur l'EIE (étude d'impact sur l'environnement) aux Îles Salomon en mars 2024 : 39 % de femmes (9 participantes/23 participants au total). Lien vers le compte rendu</li> </ul> </li> </ul>

Programmes/ Services	Actions en faveur de l'intégration de l'égalité femmes-hommes
	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Atelier sur l'EIE qui s'est tenu au Vanuatu en juillet 2024 : 26,1 % de femmes (nombre total de participantes : 13). Lien vers le compte rendu</li> <li>○ Atelier SEA qui s'est tenu aux Kiribati en septembre 2024 : 70 % de femmes (nombre total de participantes : 30). Lien vers le compte rendu</li> <li>○ Atelier SEA qui s'est tenu aux Îles Cook en novembre 2024 : 27 % de femmes (nombre total de participantes : 4). Lien vers le compte rendu</li> <li>○ Formation sur les SIG et sur la gestion des données, dispensée aux Îles Salomon en mars 2024 - Projet EREPA Ensuring Resilient Ecosystems and Representative Protected Areas, projet visant à garantir des écosystèmes résilients et des aires protégées représentatives) : 40 % de femmes (nombre total de participants : 20) Lien vers le compte rendu</li> <li>○ Formation sur les SIG et sur la gestion des données, dispensée aux Îles Samoa en juin 2024 - Améliorer la gestion des pêches aux Îles Samoa grâce aux systèmes d'information géographique (SIG) : 61,9 % de femmes (nombre total de participants : 21) Lien vers le rapport.</li> <li>○ Formation sur les SIG et sur la gestion des données, dispensée au Vanuatu en juin 2024 - Renforcer les outils de gestion environnementale, pour des prises de décisions efficaces au Vanuatu : 48,5 % de femmes (nombre total de participants : 33) Lien vers le compte rendu</li> <li>○ Atelier sur les SIG et la gestion des données aux ÎLES Fidji en août 2024 - Renforcer la conservation marine et la gestion des pêches aux Îles Fidji grâce aux technologies spatiales : 45,5 % de femmes (Nombre total de participants : 20) Lien vers le rapport</li> <li>○ Atelier sur les SIG et la gestion des données organisé aux Kiribati en septembre 2024 - Tracer les voies du développement durable aux Kiribati grâce à l'évaluation stratégique et aux technologies spatiales : 43,75 % de femmes (Nombre total de participants : 32) Lien vers le rapport.</li> <li>○ Programme de garantie d'immersion mondiale (GIG, Global Immersion Guarantee) de l'Université Monash, 2024 : Nombre total de participants en janvier 2024 : 66 (53 % de femmes) ; Novembre 2024 - nombre total de participants : 83 (71 % de femmes).</li> </ul>
Informatique/K M/Communica tions	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Enrichissement et renforcement de la collection de ressources sur le genre dans la bibliothèque virtuelle du PROE, avec environ 1 700 ressources disponibles sur le genre.</li> <li>● Formation de plus de 20 journalistes du Samoa Observer et d'autres médias à l'amélioration des reportages</li> </ul>
Intégration des programmes	<ul style="list-style-type: none"> <li>● La révision de la politique de genre de 2016 (étapes finales) a abordé la participation des femmes, y compris les handicaps</li> <li>● Les rapports PIP 4 (2024-2025) ont fourni une ventilation par sexe des données chaque fois que cela était possible pour les activités mises en œuvre dans les pays par les programmes qui ont enregistré en moyenne entre 40 et 60 % d'engagement des femmes.</li> <li>● La ventilation par sexe, le cas échéant, est présente dans les rapports PIP par objectifs stratégiques.</li> </ul>

Programmes/ Services	Actions en faveur de l'intégration de l'égalité femmes-hommes
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Engagement des femmes (40-60 %) dans la formation MEL-CTSPF de Kiribati, Nauru, Tuvalu, Vanuatu, entre autres</li> <li>• Les récits de l'engagement des femmes dans le renforcement des capacités sont mis en évidence dans tous les programmes des membres, par exemple les femmes dans les projets (PWP, SWAP, POLP, FEM, Espèces envahissantes dans les États fédérés de Micronésie, Les femmes dans les activités sectorielles (pêche, tourisme, eau, agriculture et terres)</li> <li>• Formation dispensée à plus de 20 journalistes de Samoa Observer et d'autres médias pour améliorer la qualité des reportages, avec le soutien du cadre de suivi et d'évaluation (S&amp;E).</li> </ul>
Finances et administration (FA)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'égalité entre les femmes et les hommes et l'intégration de cette perspective font partie de toutes les activités de recrutement et d'achats menées par le service Finances. Ces principes ont été appliqués pour assurer l'équité et l'inclusivité dans les processus de sélection.</li> <li>• Ils ont été intégrés au cadre de l'examen approfondi du Manuel et de la Politique d'achats, achevés l'année dernière. Cela a permis de s'assurer que les fournisseurs et les partenaires peuvent démontrer leur engagement en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et appliquer des pratiques inclusives pendant le processus d'achats.</li> </ul>
Ressources humaines (RH)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le résultat N°1 de la Stratégie de gestion des ressources humaines, intitulé « Une culture inclusive et résiliente », encourage l'inclusion et l'engagement GEIM à la mise en œuvre des activités clés de la stratégie de gestion des ressources humaines.</li> </ul>

#### IV. Gestion des risques

La gestion des risques fait partie intégrante des processus de gouvernance et de prises de décisions du PROE. Elle joue un rôle crucial dans l'amélioration de la résilience organisationnelle, dans le renforcement de la responsabilisation et dans le soutien à la mise en œuvre efficace des priorités stratégiques. Le PROE a continué de promouvoir et d'appliquer des approches de gestion des risques dans l'ensemble de ses projets, programmes et processus organisationnels, comme indiqué ci-dessous :

##### Niveau organisationnel

- Au niveau organisationnel, les risques d'entreprise prioritaires (PER, Priority Enterprise Risks) ont continué d'être surveillés et gérés au niveau de l'équipe de direction supérieure (EDS) par l'intermédiaire du Comité des risques (CR). Le Plan de gestion des risques d'entreprise (ERMP, Enterprise Risk Management Plan) 2025 a été achevé et des comptes rendus sur la gestion des risques (RMR, Risk Management Reporting) ont été élaborés.
- RMR : bulletin approuvé par le CR et utilisé comme plateforme pour améliorer la sensibilisation et l'engagement du personnel dans la gestion des risques organisationnels.
- Poursuite de la surveillance des risques d'entreprise, classés comme suit :
  - PER 1 (catastrophes d'origine humaine et naturelle, y compris les pandémies mondiales)
  - PER 2 (fonds insuffisants pour les opérations de base et pour les autres budgets)
  - PER 3 (retard dans la mise en œuvre du projet)
  - PER 4 (capacité en ressources humaines)

Les examens des risques au niveau des programmes et des projets se sont poursuivis pour les projets en cours, comme indiqué ci-dessous :

- CCR : la gestion des risques est intégrée à la mise en œuvre des projets et fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation continue tout au long de la durée de vie du projet. L'évaluation de la sauvegarde environnementale et sociale s'est poursuivie dans le cadre des projets. Les évaluations identifient les risques et proposent des mesures d'atténuation pour les prévenir et les minimiser. Ces risques sont intégrés à la matrice de gestion des risques de chaque projet. Les plans de gestion environnementale ont également été élaborés à l'échelle des projets, afin de garantir que les impacts sur l'environnement, la société et la culture sont minimisés et/ou évités à tout prix.
- IOE : gestion des risques liés aux programmes et aux projets
  - SES - (Social and Environmental Safeguard Assessment, évaluation sociale et environnementale) : incluse dans le projet PEBACC+ financé par l'initiative Kiwa.
  - Des réunions régionales (Réseau d'apprentissage sur les espèces envahissantes du Pacifique, voyage d'étude sur les espèces envahissantes et réunions PRISMSS) ont mis l'accent sur la santé et la sécurité dans la gestion des espèces envahissantes.
  - Des communiqués de presse plus détaillés contribuent à réduire le risque de publication d'informations incorrectes.
  - MISCCAP a appliqué une gestion adaptative avec l'appui de NZMFAT pour atténuer les risques possibles et identifiés
  - Analyse des toxines résiduelles dans le milieu marin après l'éradication
  - Couverture du contrat NZD existant pour atténuer les pertes de change supplémentaires.
  - Inclusion des déclarations ESS pour les programmes PRISMSS dans Navigator.
  - Création du registre des actifs PRISMSS
- WMPC : la gestion des risques est incluse dans les examens annuels, par le biais des projets WMPC (PWP, SWAP, POLP, ISLANDS) avec des mises à jour régulières destinées aux comités de pilotage des projets et aux groupes de gouvernance respectifs. Les risques cernés en 2022 (et en particulier la lutte contre la pandémie de COVID-19) ont été gérés au moyen de l'embauche de responsables de projet nationaux pour assurer la mise en œuvre sur le terrain.
- EMG, risques identifiés et mesures prises
  - Au niveau des programmes
    - i. L'exécution du programme ACP/AEM 3 avec d'autres programmes du PROE a été retardée en raison de la livraison d'autres projets dans le cadre des différents programmes gérés. Cela a été suivi par l'équipe EMG, qui a assumé certains rôles de premier plan pour soutenir les responsables des activités des autres programmes.
    - ii. Disponibilité du budget pour le maintien du personnel EMG dans l'exécution des activités de base EMG. Ce problème a été résolu par a) le recouvrement des coûts d'autres projets pour lesquels le personnel d'EMG a été engagé ; b) la reprogrammation des financements disponibles dans le cadre des projets existants. et c) la défense des priorités EMG dans les efforts de mobilisation des ressources.
    - iii. Petits services en charge de l'environnement avec des responsabilités multiples et un taux de rotation élevé du personnel. Cela a été géré par le Programme, qui a travaillé en étroite collaboration avec les membres du PROE sur des questions telles que la fourniture en temps opportun

d'une formation et d'une assistance technique pour combler les lacunes dans la mise en œuvre des priorités nationales.

- iv. Manque de communication et de coordination des programmes. Pour y remédier, nous avons utilisé des plateformes stratégiques telles que SLT, PRMG, EMRCG, Blue Team, CTSPF, SOE/NEMS pour renforcer la collaboration interne.
- Au niveau des projets
  - i. Lenteur de l'allocation du financement des projets nationaux. Cette situation a été atténuée par le fait que le Programme a aidé les pays à identifier les consultants nécessaires pour mener à bien certaines activités.
  - ii. L'engagement des gouvernements à l'égard de la collaboration régionale est réduit en raison de changements intervenus dans l'environnement politique. Un soutien de haut niveau aux projets de l'EMG a été obtenu/maintenu grâce à la réunion semestrielle des responsables du PROE.
  - iii. Manque de communication intersectorielle et de coordination entre les organismes. Cela a été géré en utilisant les mécanismes de coordination existants aux niveaux national et régional, tels que : Comités directeurs nationaux du secteur de l'environnement, réunions intersessions/COP des principaux accords régionaux (c'est-à-dire la Convention de Nouméa), comités régionaux de pilotage de projets, appels de coordination de projets régionaux (mensuels), entre autres. Ces mécanismes sont en place et fonctionnent bien. Ils sont liés à la législation nationale ou aux programmes prioritaires nationaux.
  - L'augmentation des cyber-menaces et des risques d'incidents de sécurité a été atténuée par la tenue d'une formation interne auprès du personnel, avec le programme de cybersécurité prioritaire notamment (politiques, mesures, formation).
  - Dispense de plusieurs séances de formation et de partage des connaissances du personnel; en collaboration avec le conseiller en suivi et évaluation du PROE, ce qui a permis d'améliorer la compréhension et de renforcer les pratiques en matière de gestion des risques.
  - Des réunions mensuelles de l'équipe informatique ont été organisées pour examiner et évaluer les risques dans le registre des risques informatiques, ce qui permet de garantir une surveillance et une atténuation continues des risques potentiels.
  - Le projet IEMS a établi un registre des risques qui est fréquemment examiné et mis à jour en fonction des activités des projets ; ce registre constitue un point permanent de l'ordre du jour des réunions du Comité directeur des projets.
  - Les risques financiers ont fait l'objet d'une surveillance et d'une gestion constantes et continues tout au long de l'exercice dernier, comme en témoignent les rapports d'audit positifs de tous les audits et missions de vérification et d'assurance réalisés en 2024. Cela a permis de garantir l'efficacité et la transparence de la gestion des fonds par le PROE et la solidité des systèmes fiduciaires et de contrôle interne, ainsi que des structures de gouvernance mises en œuvre par le PROE.

- Les risques liés aux ressources humaines comprennent la lenteur du processus de recrutement et les contraintes de capacité existantes. Ces facteurs ont été atténués par l'examen du test de recrutement qui sera soumis à la Direction au deuxième trimestre de 2025. Plusieurs risques liés à la santé et à la sécurité au travail sont traités par le biais de travaux internes de formation et d'entretien des installations et des biens du PROE.

## V. Enseignements tirés

Au cours de la première année de mise en œuvre du PIP4 (2024-2025) dans l'ensemble de l'organisation, les principaux enseignements tirés sont les suivants :

### Engagement de partenariat et coordination régionale

- Le soutien apporté aux négociateurs des PEIDP pour diriger et coordonner l'engagement des PEIDP sur les différentes priorités thématiques clés a permis d'accroître la confiance et la connaissance du processus de négociation. Plusieurs coordonnateurs des PEIDP sont maintenant devenus des chefs de file de négociation pour l'AOSIS. Les Samoa, président l'AOSIS à la COP29, ont soutenu et contribué à ce qui suit :
  - Amplification de la voix unique du Pacifique à la COP29 par le biais du Pavillon Moana Blue Pacific, un partenariat du Pacifique avec les gouvernements de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande géré par le PROE ; mise en place d'un Bureau de délégation dédié au Pacifique à la COP29, soutenu par le partenariat avec le gouvernement néo-zélandais.
  - Adoption d'un ensemble de mesures de la COP29, visant à garantir que l'objectif de 1,5 °C reste à portée de main, accompagné de résultats en matière d'atténuation qui permette une transition juste vers un avenir sans combustibles fossiles, dont nous avons tous besoin. Cela a été fortement repris par les Ministres lors de la table ronde ministérielle qui s'est tenue sur le thème des ambitions relatives à la période pré-2030.
  - Appels continus préconisés par les Parties dans le cadre de l'Accord de Paris, comme une démonstration de leadership et d'engagement.
  - L'adaptation reste un élément essentiel pour les Etats insulaires et l'Objectif mondial relatif à l'adaptation renforcera la capacité d'adaptation des PEID, renforcera leur résilience, tout en réduisant leurs vulnérabilités, afin d'aider les pays dans cette quête, grâce à des moyens de mise en œuvre et à des indicateurs utilisés pour mesurer les interventions en matière d'adaptation.
  - Engagement sur l'urgence d'atteindre l'objectif de 1,5 °C, en solidarité pour un monde plus vert, et impact des décisions sur les générations futures (qui n'est pas négociable pour la survie des petits Etats insulaires en développement).
  - La délégation du Pacifique a soutenu les efforts déployés pour atteindre le nouvel objectif quantifié collectif (NCQG, New Collective Quantified Goal) sur le financement de l'action climatique.
- Elle a encouragé l'établissement de partenariats solides et efficaces, ainsi qu'un leadership avec les organisations régionales du secteur de la gestion des déchets, qui englobe les activités suivantes :
  - Renforcement de la coordination et de l'échange d'informations entre les organismes, les Ministères et les Conseils, grâce à la création d'un Comité directeur national sur la gestion des déchets.
  - Expansion des services de collecte des déchets
  - Introduction de champions communautaires pour la gestion des déchets



- Introduction d'incitations économiques/de financement durable pour la gestion des déchets
  - Transfert de technologie et fournisseurs enregistrés pour aider les fournisseurs – approvisionnement et prestataires de services
  - Changement de comportement et engagement communautaire pour une mise en œuvre efficace de la gestion des déchets, avec le soutien des communautés – messages à faire passer
  - Identification des besoins et les lacunes en matière d'informations sur les déchets ; évaluation appropriée correspondante
  - Partage et centralisation des informations
  - L'application reste difficile lorsque l'autorité de recouvrement responsable ne dispose pas des ressources nécessaires pour effectuer un travail durable
- Elle a souligné l'importance de travailler dans le cadre de mécanismes régionaux établis pour réduire le plastique à usage unique dans la zone Pacifique (exemple : Plan d'action contre les déchets marins dans le Pacifique (PMLAP, Pacific Marine Litter Action Plan). L'élimination de la pollution plastique dans l'environnement terrestre et marin de la région insulaire du Pacifique a suscité l'intérêt de nombreux partenaires de développement. Le PMLAP fournit un cadre régional permettant aux partenaires d'identifier des domaines thématiques pour la fourniture d'une assistance visant à éviter les chevauchements et les doubles emplois, sans pour autant nuire à la capacité d'absorption des institutions nationales.
  - Les interdictions des produits à usage unique doivent être renforcées (les lois empêchant l'arrêt de l'importation de plastiques à usage unique dans un pays signifient que ces articles ne devraient pas se trouver à nouveau dans le pays, sauf dérogation spécifique). L'histoire de l'interdiction des plastiques à usage unique dans les pays insulaires du Pacifique montre que sans les systèmes de mise en application et de conformité nécessaires pour soutenir les interdictions, les fuites à la frontière se poursuivront et la loi ne sera qu'une loi sur papier. L'application de la loi, appuyée par la sensibilisation et l'information, est essentielle pour assurer la mise en conformité et le changement de comportement, comme cela a été testé avec succès aux Îles Salomon.
  - Valorisation des institutions régionales et des connaissances locales : la collaboration avec l'organisation du tourisme du Pacifique (SPTO, Pacific Tourism Organisation) s'est activement engagée à élaborer des normes et un cadre de certification pour éliminer progressivement les plastiques à usage unique dans le secteur du tourisme. Elle a assuré la participation proactive des parties prenantes concernées du secteur du tourisme de toute la région. Cela a permis d'élaborer un cadre adapté et pratique pour les opérateurs commerciaux et pour les organismes nationaux de contrôle de la conformité et de mise en application.
  - L'approche OneCROP pour soutenir les délégués des îles du Pacifique à la COP16 de la CDB a permis d'augmenter le niveau de soutien technique fourni, ainsi que le financement supplémentaire fourni par l'Australie, ce qui a garanti un niveau élevé de participation de la zone Pacifique.
  - Des partenariats et des synergies productifs sont essentiels pour obtenir des résultats positifs et durables. Démontrer avec succès la valeur des éléments livrables/résultats du projet suscitera l'intérêt des bailleurs de fonds potentiels et augmentera la probabilité d'un appui financier supplémentaire.
    - Les efforts continus de collaboration avec les partenaires ajoutent de la valeur à l'exécution du programme du PROE.
    - Le maintien de relations positives (NZAIA, SPTO, IAIA, PNUE, BAD, Banque mondiale et USP) a augmenté la mise en œuvre des programmes et des projets, a favorisé le renforcement des capacités et la dispense de formations sur l'EIE et l'ESS.

#### Coordination et mise en œuvre des programmes au niveau national

- Les projets faisant intervenir plusieurs agences d'exécution régionales (WRP et SUPA, par exemple) peuvent avoir rencontré des difficultés pour coordonner l'exécution des activités en temps opportun, car certaines activités de projet sont inter-dépendantes et liées entre elles, et font l'objet de comptes rendus. Il est important d'entreprendre une planification de la mise en œuvre inter-agences et une communication constante avec toutes les agences impliquées dans l'exécution et avec les points focaux nationaux, pour s'assurer que la livraison des projets est effectuée en temps voulu.
- Il est important de lier les initiatives axées sur la biodiversité aux stratégies d'adaptation au changement climatique.
- La coordination des activités nationales et régionales reste un défi, mais davantage d'efforts devraient être fournis via la CTSPF.
- Extension du partenariat Moana Taka à d'autres compagnies maritimes qui peuvent couvrir les États du Pacifique non desservis par Swire Shipping pour l'enlèvement des déchets hors des pays.
- Des partenariats et une coordination solides sont essentiels pour obtenir des résultats positifs et durables. Les collaborations avec des institutions techniques (NZAIA, EIANZ, Monash Uni, par exemple) et avec des partenaires de programmes (PNUE, UICN) améliorent considérablement la qualité et la portée du travail du PROE.
- Démontrer la valeur des éléments livrables/résultats du projet peut susciter l'intérêt de bailleurs de fonds potentiels et augmenter la probabilité d'obtenir un financement supplémentaire.
- Il a été nécessaire de cartographier rapidement les ressources du projet par le biais d'une stratégie de durabilité pour que le projet Inform puisse bénéficier d'une phase de suivi, compte tenu du niveau élevé de soutien reçu de la part des pays insulaires du Pacifique en vue de la poursuite du projet.
- L'établissement de bonnes relations professionnelles avec les partenaires est crucial dans la réalisation de projets et de programmes au sein du PROE et dans les pays concernés.

#### Apprentissage continu

- Le renforcement continu des capacités, la formation et l'apprentissage du personnel du PROE pour favoriser un développement professionnel sont importants dans des domaines tels que l'informatique, afin d'améliorer les compétences et les connaissances sur les technologies et les programmes numériques et minimiser ainsi les risques de sécurité, ou encore pour s'assurer que tous les risques encourus par l'organisation sont évités et/ou atténués.
- La transformation numérique est utilisée comme impulsion pour la rationalisation et le remaniement des processus conçus pour l'efficacité opérationnelle en tant qu'avantage comparatif des organisations (amélioration des capacités de paiement et de banque en ligne pour soutenir la transformation numérique et le passage au commerce en ligne, par exemple).

#### Gouvernance et opérations

- La nature du travail du PROE exige que ses opérations et son personnel fassent preuve d'une grande capacité d'adaptation et d'agilité à l'égard de l'évolution de l'environnement commercial. Il s'agit notamment de renforcer la capacité de garantir la conformité et l'application cohérente des cadres de politique de gouvernance approuvés (par exemple, les procédures de gestion financière, le manuel d'approvisionnement, le règlement applicable au personnel et les politiques connexes en matière de ressources humaines, la politique de gestion des risques, les politiques informatiques, la stratégie de gestion des connaissances et l'ESS).
- Au fur et à mesure que l'organisation continue de croître, il est nécessaire d'augmenter les capacités de l'équipe des services d'information pour s'assurer qu'elle répond bien aux besoins de l'organisation.

- Il convient de s'assurer que le recouvrement des coûts informatiques et de gestion des connaissances est intégré aux budgets des projets.
- Un renforcement continu de la collaboration avec les programmes et les projets est nécessaire.
- Des formations continues en cybersécurité et une sensibilisation du personnel sont nécessaires pour qu'il se tienne à jour en termes de technologie et des risques associés
- Il convient de renforcer une culture de partage des connaissances au sein du PROE et entre ses partenaires. Des efforts continus sont nécessaires pour intégrer cette pratique à tous les programmes, afin de s'assurer que les connaissances sont saisies, transférées et utilisées efficacement.
- L'amélioration de l'accès aux référentiels de connaissances centraux (tels que la bibliothèque virtuelle du PROE et l'Intranet Fagogo) améliore considérablement l'efficacité du personnel et la coordination des programmes dans l'ensemble de l'organisation et, en fin de compte, dans la région.
- La formation et l'engagement constants du personnel lui permettent de documenter, de gérer et d'appliquer efficacement les connaissances, ce qui contribue à réduire la perte de mémoire institutionnelle et à améliorer la continuité.
- Le financement durable du PROE dépend des efforts collectifs de nombreux acteurs, y compris des membres et des partenaires bailleurs de fonds, pour assurer la durabilité du PROE à long terme.
- L'augmentation significative du portefeuille de programmes chaque année, mais avec les mêmes capacités de base, souligne la nécessité de remédier à l'insuffisance de l'appui financier de base par le biais des contributions des membres (qui restent généralement inchangées au fil des ans), à l'inadéquation du niveau des frais de soutien aux programmes par rapport à l'augmentation des coûts de fonctionnement au sein de l'environnement actuel et à l'insuffisance de l'appui financier apporté par les partenaires (au nombre limité) qui fournissent un financement sans restriction pour les activités de base.
- La mise en œuvre de la Stratégie des ressources humaines a permis de réaliser des avancées positives, et des travaux sont toujours en cours dans d'autres domaines de résultats.
- Un budget dédié à la Stratégie des ressources humaines est essentiel à la mise en œuvre de la Stratégie et à l'atteinte des résultats escomptés.

#### Trouver un équilibre entre la performance financière et les contraintes de ressources

- Bien que le PROE ait réussi à faire en sorte que le rendement financier global reste égal ou supérieur au seuil de rentabilité, sans qu'aucun déficit ne soit à déplorer, la recherche d'un budget viable n'a été que partiellement couronnée de succès. Le budget 2024 a dépassé les attentes de 3,4 millions d'USD, avec des chiffres réels de 44,1 millions d'USD par rapport au budget de 40,7 millions d'USD. Cependant, le budget de base de 7,6 millions d'USD n'a pas été suffisant, les chiffres réels s'élevant à 6,9 millions d'USD, ce qui a entraîné un manque à gagner de 700 000 USD. Ce manque à gagner est directement lié à l'excédent financier global, qui s'est élevé à 661 000 USD. Bien que ces résultats témoignent d'une solide performance financière, ils mettent également en évidence les pressions continues exercées sur la capacité et les ressources limitées en personnel, en particulier au sein des services et des équipes clés. Il reste à relever le défi d'assurer une base de financement durable qui permette d'appuyer efficacement les résultats environnementaux pour la région des îles du Pacifique tout en gérant la demande croissante de ressources.
- Malgré les difficultés, le PROE s'est bien adapté à l'exécution irrégulière des programmes au cours de l'année, en mettant en œuvre des contrôles stricts des dépenses, en gérant l'exposition aux risques de change et en maximisant les efforts de recouvrement des coûts. Ces mesures ont contribué à un résultat financier positif pour 2024, tout en maintenant les réserves à un niveau positif. En outre, les soutiens financiers aux programmes collectés en

2024 ont atteint 2,9 millions d'USD, dépassant le montant budgétisé de 2,75 millions d'USD. La mise en œuvre des mesures de recouvrement des coûts a également démontré son succès, avec 943 000 USD crédités grâce aux efforts de recouvrement des coûts (contre 871 000 USD en 2023). Cela témoigne de l'efficacité continue de l'approche du PROE en matière de gestion des coûts et de génération de revenus supplémentaires.

#### Adaptabilité et souplesse dans les processus financiers et d'achats

- L'environnement de travail du PROE est intrinsèquement dynamique, ce qui nécessite une équipe adaptable et réactive, capable de naviguer dans un paysage commercial en constante évolution. Cette capacité d'adaptation est cruciale pour ajuster les politiques financières et d'achats, afin de répondre à l'évolution des besoins. Les enseignements tirés de 2024 indiquent que la capacité du PROE à s'adapter et à mettre en œuvre des solutions face à la fluctuation des calendriers d'exécution des programmes reste essentielle pour maintenir une efficacité opérationnelle satisfaisante et une bonne santé financière. Ils mettent en évidence la nécessité de continuer à faire preuve de souplesse au niveau des cadres de gestion financière et des politiques d'achats, afin de s'assurer que le PROE reste réactif aux changements internes et externes tout en maintenant responsabilité et transparence des opérations.

#### Besoin de financement durable et de partenariats stratégiques à long terme

- La viabilité à long terme du PROE dépend non seulement des efforts de son équipe interne, mais aussi de la collaboration collective de ses membres, de ses partenaires et de la communauté des bailleurs de fonds. Alors que le portefeuille de programmes du PROE continue de croître d'année en année, la demande pesant sur les mêmes capacités de base augmente, ce qui exerce une pression supplémentaire sur les ressources disponibles. L'augmentation du portefeuille de programmes, conjuguée à une croissance limitée des ressources de base, met en évidence la nécessité cruciale de remédier au faible niveau de financement libre des bailleurs de fonds pour les activités de base.
- La Stratégie de financement et de durabilité des ressources, approuvée l'an dernier, présente des recommandations clés visant à améliorer le financement durable du PROE. Parmi ces priorités, il est essentiel d'augmenter les redevances d'appui aux programmes et d'augmenter les contributions libres des bailleurs de fonds pour le financement de base, pour assurer le succès à long terme et la viabilité du PROE. L'augmentation du soutien financier aux programmes (à hauteur de 2,9 millions d'USD en 2024) est un signe prometteur de succès dans ce domaine, mais il reste essentiel de renforcer la base financière du PROE à l'avenir.

Fin